



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Comité d'Action Sociale de Marseille - Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Comité d'Action Sociale de Marseille - Association
5 Place Espercieux - 13002 Marseille

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Comité d'Action Sociale de Marseille - Association

5 Place Espercieux - 13002 Marseille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Comité d'Action Sociale de Marseille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Comité d'Action Sociale de Marseille relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 17 juin 2025

KPMG SA



Joëlle BOUCHARD

Commissaire aux comptes



Gilles CHARLES

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024			Exercice N-1 31/12/2023	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	104 380	104 380		24 984	24 984-	100. 00-
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	102 979	87 614	15 365	20 618	5 253-	25. 48-
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières ⁽¹⁾						
	Participations et Créances rattachées	5 060		5 060	5 060		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres				10 690	10 690-	100. 00-
	Total I	212 419	191 994	20 425	61 353	40 927-	66. 71-
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances ⁽²⁾						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	1 278 900		1 278 900	1 568 993	290 094-	18. 49-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	4 570 345		4 570 345	5 152 180	581 835-	11. 29-
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	434 118		434 118	556 384	122 266-	21. 98-
	Total II	6 283 363		6 283 363	7 277 557	994 194-	13. 66-
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		6 495 782	191 994	6 303 788	7 338 909	1 035 121-	14. 10-

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	4 923 925	4 724 294	199 631	4. 23
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	778 085-	199 631	977 717-	489. 76-
	Situation nette (sous total)	4 145 840	4 923 925	778 085-	15. 80-
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
PROVISIONS	Total I	4 145 840	4 923 925	778 085-	15. 80-
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 259 295	1 743 409	484 115-	27. 77-
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	172 659	21 908	150 751	688. 10
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	725 994	649 666	76 328	11. 75
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)	Total IV	2 157 948	2 414 984	257 036-	10. 64-
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 303 788	7 338 909	1 035 121-	14. 10-

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024	31/12/2023	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	2 373 785	2 912 667	538 882-	18. 50-
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	3 767 836	5 459 663	1 691 827-	30. 99-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	459	1 132 922	1 132 464-	99. 96-
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	2 186	438	1 749	399. 35
Total I	6 144 266	9 505 691	3 361 424-	35. 36-
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	6 698 385	7 949 320	1 250 934-	15. 74-
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	2 753	3 064	310-	10. 13-
Salaires et traitements	149 844	144 649	5 195	3. 59
Charges sociales	49 373	42 680	6 693	15. 68
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	34 683	45 508	10 824-	23. 79-
Dotations aux provisions		459	459-	100. 00-
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	474	1 133 780	1 133 306-	99. 96-
Total II	6 935 513	9 319 458	2 383 945-	25. 58-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	791 247-	186 232	977 479-	524. 87-

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024	31/12/2023	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	9 905	12 254	2 349-	19. 17-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	9 905	12 254	2 349-	19. 17-
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	9 905	12 254	2 349-	19. 17-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	781 342-	198 486	979 828-	493. 65-
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	6 107	19 706	13 598-	69. 01-
Sur opérations en capital		1 615	1 615-	100. 00-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	6 107	21 321	15 213-	71. 36-
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	762	16 505	15 744-	95. 39-
Sur opérations en capital		1 000	1 000-	100. 00-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	762	17 505	16 744-	95. 65-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	5 346	3 815	1 530	40. 11
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 089	2 670	581-	21. 76-
Total des produits (I+III+V)	6 160 279	9 539 265	3 378 987-	35. 42-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 938 364	9 339 634	2 401 270-	25. 71-
5. EXCEDENT OU DEFICIT	778 085-	199 631	977 717-	489. 76-

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023	Ecart N / N-1	
			Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	256 723	256 723		
Bénévolat				
TOTAL	256 723	256 723		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	256 723	256 723		
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL	256 723	256 723		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Objet social :

Le CAS a pour but d'améliorer les conditions de vie de ses bénéficiaires, de les aider à faire face à des situations difficiles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs. L'action sociale peut être collective ou individuelle.

Dans le cadre des dispositions législatives ou réglementaires applicables, le CAS peut également, le cas échéant, proposer à ses bénéficiaires des activités dites de loisirs.

Les activités du CAS sont appelées "prestations" allouées aux "bénéficiaires", sans que cette dénomination ne puisse caractériser l'allocation de prestations de nature purement commerciale ou économique.

Evènements de l'exercice

- Retrait de la gestion des oeuvres sociales par la Métropole Aix Marseille Provence

La Métropole Aix Marseille Provence nous a informé de sa décision du 20 octobre 2022 de réinternaliser ses oeuvres sociales à compter du 1er janvier 2024.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Néant

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	1 04 3 8 0	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		1 0 1 0 6 1	4 4 4 6
	TOTAL	1 0 1 0 6 1	4 4 4 6
Autres participations		5 0 6 0	
	TOTAL	5 0 6 0	
	TOTAL GENERAL	2 1 0 5 0 1	4 4 4 6

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			104 380	104 380
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		2 528	102 979	102 979
TOTAL		2 528	102 979	102 979
Autres participations			5 060	5 060
TOTAL			5 060	5 060
TOTAL GENERAL		2 528	212 419	212 419

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		79 396	24 984		104 380
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		80 443	9 699	2 528	87 614
TOTAL		80 443	9 699	2 528	87 614
TOTAL GENERAL		159 839	34 683	2 528	191 994
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	24 984				
Matériel de bureau informatique mobilier	9 699				
TOTAL	9 699				
TOTAL GENERAL	34 683				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	4 724 294	199 631		0-	4 923 925
Excédent ou déficit de l'exercice	199 631	199 631-		778 086	778 085-
TOTAL I	4 923 925			778 086	4 145 840

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

Néant

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	4 5 9		4 5 9		
TOTAL	4 5 9		4 5 9		
TOTAL GENERAL	4 5 9		4 5 9		
Dont dotations et reprises d'exploitation			4 5 9		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 0 7	1 0 7	
Divers état et autres collectivités publiques	4 1 4 1 1	4 1 4 1 1	
Débiteurs divers	1 0 2 3 9 1 7	1 0 2 3 9 1 7	
Charges constatées d'avance	4 3 4 1 1 8	4 3 4 1 1 8	
TOTAL	1 4 9 9 5 5 2	1 4 9 9 5 5 2	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	1 2 5 9 2 9 5	1 2 5 9 2 9 5		
Personnel et comptes rattachés	1 1 2 3 2	1 1 2 3 2		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 4 0 9 3	1 4 0 9 3		
Impôts sur les bénéfices	2 0 8 9	2 0 8 9		
Autres impôts taxes et assimilés	1 4 5 2 4 6	1 4 5 2 4 6		
Autres dettes	9 2 6 5 0	9 2 6 5 0		
TOTAL	1 5 2 4 6 0 4	1 5 2 4 6 0 4		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 20 ans
Logiciel	Linéaire	3 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	1 053 666
Total	1 053 666

Ce poste enregistre principalement la mise à disposition du personnel de la Ville de Marseille pour l'année 2024.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 023 739
Dettes fiscales et sociales	17 713
Autres dettes	92 650
Total	1 134 102

Ce poste enregistre principalement la mise à disposition du personnel de la Ville de Marseille pour l'année 2024.

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	434 118
Total	434 118

Les charges constatées d'avance correspondant à :

- la billetterie : 265 905 €
- fonctionnement : 34 632 €
- l'événementiel : 133 581 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, aucune rémunération et avantages en nature n'ont été versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

Valorisation des contributions volontaires

Les locaux équipés sont mis à disposition de l'Association à titre gratuit par la Ville de Marseille ainsi que les fluides et les prestations de nettoyage. La contribution volontaire a été valorisée à 256 723 €.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant

Engagements financiers

Engagements donnés

Néant

Engagements reçus

Engagements hors bilan

Garantie d'un montant de 200 K€ accordée par Atout France pour une période expirant le 31 décembre 2024 concernant les voyages.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- PRODUITS SUR EX ANTERIEURS	6 107	
Total	6 107	
Charges exceptionnelles		
- CHARGES SUR EX ANTERIEURS	762	
Total	762	